

Géopolitique de la crise libyenne: Enjeux, stratégies et prospective

Pr Aomar BAGHZOUZ

Faculté des Sciences Politiques et Relations Internationales,

Université Mouloud MAAMERI, Tizi Ouzou

Résumé

Bien que certains auteurs comme Yves Lacoste aient tenté de débarrasser la géopolitique des relents expansionnistes nazis, celle-ci est encore perçue fondamentalement sous l'angle de la conquête d'espaces ou de territoires pour le contrôle des mers, frontières et autres routes stratégiques permettant notamment la détention de ressources naturelles et énergétiques comme le pétrole et le gaz. Cette approche plutôt belliqueuse trouve son expression dans le conflit libyen où des acteurs internes et externes, légaux et illégaux s'affrontent depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 pour le contrôle du pays. En appliquant à notre étude la méthode multiscale, nous tenterons d'identifier les enjeux, les acteurs, leurs représentations et leurs stratégies en Libye avant de montrer à travers un bilan pour le moins mitigé et des perspectives incertaines pour le pays, que la solution réside dans le changement de perception des relations internationales et l'adoption par les protagonistes d'une démarche plus coopérative que rivale afin que désormais, la géopolitique (de la Libye) serve à faire la paix et non la guerre.

Mots-clés : Géopolitique, Libye, conflit, diplomatie, prospective.

ملخص

على الرغم من أن بعض المؤلفين مثل ايف لاکوست حاولوا تخليص الجغرافيا السياسية من الخلفيات التوسعية النازية، إلا أنه لا يزال ينظر إليها بشكل أساسي من زاوية غزو الفضاءات أو الأراضي للسيطرة على البحار والحدود والطرق الإستراتيجية الأخرى التي تسمح على وجه الخصوص بامتلاك الموارد الطبيعية والطاقة مثل النفط والغاز. هذه المقاربة العدوانية تجد تعبيرها في الصراع الليبي حيث تصطدم أطراف داخلية وخارجية، قانونية وغير قانونية منذ سقوط نظام معمر القذافي عام 2011 من أجل السيطرة على البلاد. من خلال تطبيق طريقة متعددة المستويات على

دراستنا، سنحاول تحديد القضايا والجهات الفاعلة وتمثيلاتها واستراتيجياتها في ليبيا، قبل أن نظهر من خلال تقدير مختلط وتصورات غير مؤكدة للدولة وأن الحل يكمن في تغيير نظرة العلاقات الدولية واعتماد الجهات الفاعلة على نهج يكون تعاونيا أكثر منه تنافسيا، بحيث تعمل الجيوسياسية (في ليبيا) من الآن فصاعدا على إرساء السلام وليس الحرب.

الكلمات المفتاحية : جيوسياسية، ليبيا، الازمات، الدبلوماسية، الاستشراق.

Introduction

D'un point de vue géopolitique, le conflit libyen offre un excellent exemple où se mêlent rivalités de puissances, alliances et contre-alliances, et stratégies d'acteurs. Ces dernières combinent force, diplomatie et propagande, et sont influencées par des représentations construites sur la base des intérêts et des objectifs des différents protagonistes. Ce conflit, initialement intra étatique a pris une dimension régionale, voire internationale jamais égalée. D'une guerre civile interne, le problème libyen s'est manifestement transformé en guerre par procuration où des acteurs extrarégionaux s'affrontent indirectement. Mais qu'est-ce qui pousse cette multitude d'acteurs à s'intéresser à ce territoire majoritairement désertique ? Quelles stratégies développent-ils à l'égard de la crise libyenne et en fonction de quelles représentations ? Quel bilan peut-on en faire et quels scénarios peut-on projeter après les sommets de Berlin I et II (octobre 2020 - juin 2021) et les pourparlers de Genève (juin 2022) ?

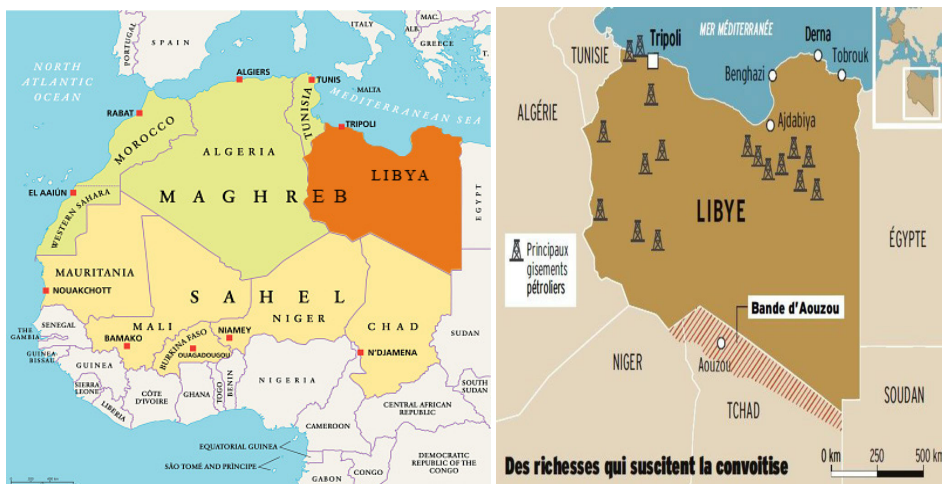
I. Les enjeux en Libye

La Libye est un Etat d'Afrique du Nord qui se trouve à la jonction de plusieurs aires géopolitiques à grands enjeux : le Maghreb et le Machrek de l'ouest à l'est et l'Europe et le Sahel du nord au sud. Elle est bordée au nord par la Méditerranée avec 1770 km de côtes ouvertes sur l'Europe, et possède 4348 km de frontières terrestres avec les pays voisins : à l'ouest par l'Algérie, au nord-ouest par la Tunisie, au sud-ouest par le Niger, au sud-est par le Tchad, à l'est par l'Égypte et au sud-est par le Soudan. Il faut savoir aussi que la Libye constitue un vaste territoire de 1.759.540 km² dont 95 % sont certes constitués de désert mais qui recèlent d'importantes ressources disponibles et potentielles. En matière d'hydrocarbures, la Libye est le quatrième producteur en Afrique, représente 2 % de la production mondiale et en tire 92 % de ses revenus. Elle dispose de 4983 km de pipelines pour le transport de pétrole brut. Le Gazoduc *Greenstream* long

de 520 km la relie avec l'Italie qui est son principal partenaire commercial à côté de la Turquie, la France et la Chine. Il est utile de rappeler ici que la Libye était colonisée par l'Italie (1911-1951) après qu'elle fut la dernière possession de l'Empire ottoman en Afrique (1551-1911).

De nature tribale, la société libyenne est traversée par des clivages ethniques, géographiques, politiques et économiques. Elle est constituée de plusieurs groupes ethniques dont les Arabes éparpillés sur tout le territoire, les Berbères ou Libous concentrés à Tripoli et à l'Est du pays et dont la Libye tire son nom, et les Touaregs et les Toubous installés au sud. Quant aux Kadadfa qui avaient la mainmise sur l'ancien régime libyen, ils sont originaires de Beni Fezzan une région désertique riche en hydrocarbures, alors que les Kouloughlis⁽¹⁾ vivent dans les villes de Zliten, Misrata et Tripoli. Ainsi, de fortes inimitiés tribales se créent pour le contrôle du territoire et du système politique et les risques d'affrontement à base raciale et ethnique y sont permanents. La Libye se subdivise en plusieurs régions nettement distinctes⁽²⁾ : au nord-ouest la Tripolitaine, anciennement liée au Maghreb, où se trouve la capitale Tripoli ; au sud-ouest se trouve le Fezzan, vaste zone de transit vers l'Algérie et les pays du Sahel (Niger, Tchad) ; la Cyrénaïque s'étale sur la portion orientale du pays avec pour principales villes Benghazi et Tobrouk, alors que le désert de Syrte, riche en hydrocarbures sépare la Tripolitaine et la Cyrénaïque.

Il va sans dire que les enjeux liés au territoire libyen sont multidimensionnels et alimentent une conflictualité endémique à la fois locale et régionale. Au niveau interne, l'enjeu principal après la chute du régime de Kadhafi en 2011 est la prise du pouvoir politique et le contrôle des ressources pétrolières et gazières. Aujourd'hui, la Libye est livrée au diktat des milices armées en l'absence d'un Etat central capable d'assurer l'ordre. Au niveau régional, les enjeux sont non seulement matériels mais aussi sécuritaires et géostratégiques. Si pour les voisins africains et arabes de la Libye, les préoccupations sont surtout d'ordre sécuritaire, pour les pays européens elles sont d'ordre géopolitique et se prolonge au large de la Méditerranée orientale où se trouvent d'énormes champs gaziers offshore désormais protégés par une frontière maritime négociée en novembre 2019 entre la Turquie et la Libye. Dès lors, l'enjeu crucial pour ces pays, c'est non seulement la mainmise sur les ressources fossiles dont regorge le sol libyen mais c'est également le contrôle de la Méditerranée orientale.



source: abcblogs.abc.es

source: lexxpress.fr

II. Les acteurs et leurs stratégies en Libye

Les acteurs du théâtre libyen peuvent être approchés selon des cercles concentriques allant de l'échelle locale à l'échelle internationale.

1- Les acteurs locaux

Au niveau local, on observe depuis mars 2022, deux gouvernements qui se disputent le pouvoir ; l'un basé à l'Ouest (Tripoli) et dirigé par Abdelhamid Dbeibah et un autre basé à l'Est (Tobrouk) conduit par Fethi Bachagha et soutenu par le camp du Général Khalifa Haftar. Cette dualité conflictuelle résulte de l'échec du Gouvernement d'unité nationale (GUN), installé en mars 2021 sous la direction de Dbeibah, à organiser le scrutin présidentiel prévu en décembre 2021. Elle remplace les deux légitimités précédentes incarnées d'une part par le Gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez al Sarraj installé en 2016 à Tripoli et reconnu par la communauté internationale, et d'autre part, par le Gouvernement non officiel du Général Khalifa Haftar soutenu par des pays comme la France, l'Égypte, les Émirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite. En fait, les deux protagonistes de la crise libyenne ont fondé leurs stratégies sur des alliances à la fois internes et externes, tout en menant une triple action diplomatique, militaire et médiatique. Si le GNA s'est allié à la milice salafiste Forces spéciales, le chef de l'Armée nationale libyenne (ANL) s'est allié à celle de Zintan. L'ANL est formée d'anciens officiers de l'armée

libyenne, de miliciens et de combattants issus des tribus alliées. Sur le plan militaire précisément, et en dépit de la création d'un comité mixte dit «5+5», la Libye renvoie l'image d'un pays toujours divisé entre deux factions belligérantes, l'une loyale au GUN de Dbeibah et dirigée par le chef d'état-major Mohamed Al Haddadi, et l'autre fidèle au gouvernement Bachagha et dirigée par Abdel Razzak Al Nadori, chef d'état-major des forces du Général Haftar.

Le Général qui a contesté l'accord de Skhirat (Maroc) de 2015 et la légitimité du GNA qui en était issue réclame aujourd'hui le transfert du pouvoir à M. Bachagha ainsi qu'un partage équitable des ressources pétrolières. En 2019, il a réalisé une importante avancée vers Tripoli dans le but de contrôler l'ensemble du territoire libyen, mais a été stoppé par les forces loyalistes. Un cessez-le-feu a été décrété le 13 janvier 2020 sous le parrainage de la Turquie et de la Russie. Les rivalités de pouvoir entre les deux camps sont exacerbées par la volonté des milices à imposer leur diktat sur le pays, se livrant à une guérilla des plus dévastatrices pour la mainmise sur le pouvoir politique, les richesses du pays, les axes routiers, ainsi que sur les réseaux de trafic d'armes, d'argent et de migrants. Il s'ensuit que les acteurs illégaux compliquent une situation géopolitique déjà inextricable en Libye, avec notamment le risque de redéploiement des groupes terroristes, tel que "les djihadistes" de Daesh dont on annonce la présence de cellules dans le Sud du pays⁽³⁾.

2- Les États

Au plan régional, les acteurs les plus concernés par la crise libyenne sont les voisins immédiats de ce pays. L'Algérie, la Tunisie et l'Égypte sont les plus menacées, mais le Niger, le Tchad et le Soudan ont aussi des raisons de s'inquiéter de la mauvaise tournure que pourraient prendre les événements en Libye. En Méditerranée orientale où d'importants gisements de gaz ont été découverts en 2009, d'autres pays se trouvent par ricochet impliqués dans la crise libyenne à l'instar de la Grèce et Chypre. Ces derniers ont noué des alliances géopolitiques incluant l'Égypte qui est un État contigu à la Libye et un partenaire géostratégique très influent dans ce conflit. Alors que le Président Abdel Fattah Al-Sissi y développe une stratégie offensive en soutenant ouvertement le Général Haftar, les autres pays limitrophes privilégient plutôt une approche diplomatique et neutre à l'égard des parties au conflit.

L'Algérie en particulier s'efforce de mener concernant la Libye, une stratégie conforme aux principes cardinaux de sa politique étrangère et de sécurité, en l'occurrence la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et le respect de la légalité internationale ainsi que de l'intégrité territoriale et de la liberté des peuples. On comprend alors pourquoi l'Algérie, continue à militer pour une solution politique inclusive rejetant toute intervention militaire de quelque puissance étrangère que ce soit. Néanmoins, l'Algérie ne peut négliger les aspects militaires de sa défense et a pour cela mis en place un important dispositif de sécurisation de ses longues frontières avec la Libye et le Mali. Pour l'Algérie, le conflit libyen est une question de sécurité nationale. L'attaque terroriste contre le complexe gazier de Tiguentourine en janvier 2013 est encore dans les mémoires, d'autant que les assaillants sont venus de Libye⁽⁴⁾.

Prônant traditionnellement une politique non-interventionniste, l'Algérie pourrait désormais engager son armée en dehors du territoire national si les circonstances l'exigent⁽⁵⁾. Néanmoins, elle veut d'abord jouer à fond ses atouts diplomatiques sans négliger l'aide humanitaire au peuple libyen. Pour cela, elle a toujours proposé aux Libyens son expertise de médiation. Mais celle-ci est mise à mal par l'irruption d'une multitude d'acteurs aux calculs souvent égoïstes, cherchant à tout prix à contrer son leadership régional.

Quant à la Turquie, force est de constater qu'elle s'est imposée comme un meneur de jeu en Libye grâce à sa stratégie combinant la voie diplomatique et les outils militaires. C'est ainsi qu'un rapprochement avec l'ancien gouvernement légitime d'Al-Sarraj a eu lieu dans le cadre d'une politique d'influence développée par Ankara à la suite de la chute de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi en 2011. Il en résulte la signature en novembre 2019 de deux importants protocoles d'accords qui concernent d'une part la sécurité et la coopération militaire bilatérale, et d'autre part la délimitation des zones de juridiction maritime dans le but de protéger les droits des deux pays découlant du droit international.

Si l'accord « de coopération militaire et sécuritaire » donne entre autres à la Turquie la possibilité d'intervenir en Libye avec tous les risques qui pourraient en découler, l'accord maritime permet aux deux pays de mener des activités d'exploration conjointes d'hydrocarbures au large de Chypre alors qu'ils y ont été exclus par la Grèce et l'administration chy-

priote. Dans le même temps, le déploiement maritime de la Turquie lui permet de maîtriser la mer (Méditerranée orientale et Egée) grâce notamment à ses navires de guerre qui ont maintes fois intercepté des navires de prospection italiens ou sionistes. L'amiral américain Alfred Mahan (1840-1915) avait déjà conseillé en 1890⁽⁶⁾ de « *tenir la mer pour dominer la terre* » et Ankara semble faire un bon usage de son pouvoir maritime (*Sea Power*), même si cela se fait désormais dans le cadre d'un droit international plus contraignant⁽⁷⁾.

Cette stratégie de la Turquie basée sur l'alliance avec le Gouvernement de Tripoli, incarné aujourd'hui par Abdelhamid Dbeibah, a bien évidemment été dénoncée par la Grèce mais aussi par les États-Unis, l'Union européenne, l'Égypte et l'entité sioniste qui espéraient prendre leur part du gâteau en Méditerranée orientale grâce à une coopération avec Athènes. D'ailleurs, pour contrecarrer les convoitises d'Ankara dans la région, l'entité sioniste, la Grèce et Chypre ont vite réagi en concluant le 3 janvier 2020 un accord gazier qui consiste en la construction du gazoduc *Eastmed* pour l'acheminement du gaz vers l'Europe. D'une manière générale, l'activisme de la Turquie d'Erdogan en Méditerranée orientale et en Mer Egée est à inscrire dans la stratégie globale de ce pays en quête de son lustre d'antan lorsqu'à son apogée, l'empire ottoman contrôlait sur son flanc sud-ouest la Libye avant qu'il y soit vaincu en 1911 par les Italiens. Dans cette optique, la Méditerranée servirait d'« *Hinterland* » et de tremplin nécessaire à l'accession de la Turquie au rang de puissance régionale et à terme mondiale⁽⁸⁾.

L'Italie pour sa part, en vertu de son passé commun avec la Libye, compte jouer un rôle de premier plan dans les recompositions géopolitiques qui s'opèrent dans la région. Inquiète des flux migratoires qui la ciblent depuis les côtes libyennes, Rome est consciente que sa sécurité est indivisible de celle de ses voisins sud-méditerranéens et notamment de la Libye. La stratégie italienne à l'égard de son ancienne colonie a été d'abord d'apurer les contentieux nés de l'occupation en concluant avec elle un traité d'amitié le 30 août 2008, et ensuite de reconstruire une relation bilatérale privilégiée de type « gagnant-gagnant ». Soucieux de leurs intérêts énergétiques en Libye, les Italiens ont toujours cherché à ne pas être déclassés dans ce qu'ils considèrent encore leur pré carré africain, que ce soit dans la résolution de la crise politique ou dans l'œuvre de construc-

tion de la future Libye. Mais sur ce terrain, les responsables de la péninsule ont parfois agi maladroitement comme le montre l'échec de la conférence internationale sur la Libye tenue à Palerme (Italie) le 12 novembre 2018. Il est vrai aussi qu'ils y sont concurrencés par leurs voisins de l'Hexagone.

La France est un autre acteur et non des moindres de la scène libyenne. Elle s'y est imposée comme un concurrent redoutable de l'Italie même si ces deux pays sont appelés à coordonner leurs actions dans le cadre de la politique extérieure commune de l'Union européenne. En effet, la France a joué un rôle majeur dans le renversement du régime de Kadhafi en 2011, et depuis, un bras de fer géopolitique l'oppose à l'Italie sur l'échiquier libyen. Paris veut marquer de son empreinte le processus politique en cours tout en convoitant l'Eldorado pétrolier libyen. D'ailleurs, dès la chute de Kadhafi, le géant français Total a profité de la situation pour s'offrir d'importantes concessions pétrolières au détriment du groupe italien ENI qui était pourtant présent dès 1959 en Cyrénaïque et qui occupait une position privilégiée en matière d'exportations de pétrole et de gaz.

La stratégie française en Libye s'est avérée désastreuse pour ce pays qui peine à recoller ses morceaux, mais a néanmoins permis à la France d'y contracter des affaires juteuses. Le soutien au moins tacite de ce pays au Général Haftar est dicté par des considérations géopolitiques dans la mesure où cela lui permet de projeter son influence à l'est du pays où 85 % des réserves de pétrole et 70 % des réserves de gaz sont concentrées sous l'œil vigilant des unités de Haftar. Un tel positionnement de la France lui permet aussi de contrecarrer les groupes terroristes opérant dans le sud-est libyen et menaçant les forces Françaises installées au Sahel⁽⁹⁾. Cependant, cette partialité de Paris dans le conflit libyen met à mal ses efforts de médiation comme l'illustre l'échec de la conférence internationale sur la Libye, tenue à Paris le 29 mai 2018.

La Russie, cet acteur lointain du Maghreb, en est proche par son implication dans le conflit libyen et d'une façon plus générale par ses rapports de coopération privilégiés avec des États clés de la région comme l'Algérie et l'Égypte. La Russie a toujours cherché à étendre son influence en Méditerranée et dans le monde arabe dans le cadre de sa vieille rivalité avec les États-Unis d'Amérique. Sur l'échiquier libyen, les Russes concurrencent aux plans militaire et économique les autres acteurs notamment les Français et les Turcs. Certaines révélations font état de la présence de

mercenaires russes du groupe privé Wagner opérant aux côtés de l'ANL dirigée par Haftar, ce que le Kremlin a toujours nié. Dans le domaine du déploiement des entreprises russes en Libye, le géant russe du pétrole Rosneft s'y est implanté en 2017 aux côtés d'ENI et de Total. Dans le sillage de la guerre en Ukraine et de la forte opposition de l'Occident, Moscou pourrait exploiter sa présence en Libye pour prendre en tenailles l'Union européenne, notamment dans le domaine énergétique.

Sur le plan diplomatique, Moscou dispose de moyens de pression sur l'armée de Haftar au point où Ankara l'a sollicité pour obtenir d'elle le respect de la trêve observée depuis le 12 janvier 2020. Dans le même temps, la Turquie pourrait être garante du respect du cessez-le-feu par les forces loyales du GNA qu'elle soutient ouvertement. Dans cette optique, Moscou a abrité le 13 janvier 2020 une réunion sur la Libye qui a réuni la Russie, la Turquie et les deux belligérants, mais qui s'est soldée par un semi-échec, le Général Haftar s'étant retiré sans signer l'accord de cessez-le-feu accepté par son rival. En dépit du fait qu'ils soutiennent des camps opposés, les Russes et les Turcs veulent se positionner en tant qu'acteurs majeurs dans le règlement du problème libyen, tout en cherchant à marginaliser les Occidentaux qui ont essuyé plusieurs échecs diplomatiques dans la gestion de ce dossier. La finalité de la coopération russo-turque est de se partager à terme les dividendes d'un éventuel règlement, en termes économiques, militaires et géostratégiques. Mais encore faut-il que d'une part, la Turquie n'affiche pas une attitude pro-Otan en Libye, et que d'autre part, la Russie ne soit pas affectée outre mesure par la guerre en Ukraine.

Comme la Russie, l'Allemagne n'est pas un voisin de la Libye mais ne compte pas rester en retrait du règlement de cette crise qui mobilise une multitude d'acteurs internationaux. Bien au contraire, Berlin veut tirer profit de sa réputation comme capitale ayant abrité à travers l'histoire des sommets internationaux décisifs, pour proposer son expertise diplomatique aux protagonistes du conflit libyen. L'Allemagne n'a pas fait partie de la coalition occidentale qui est intervenue militairement en 2011 en Libye contre le régime de Kadhafi et a adopté, contrairement à la France et la Grande-Bretagne, une posture de non-ingérence dans la gestion de la crise libyenne. Ainsi, la neutralité de Berlin constitue un atout supplémentaire pour jouer pleinement son rôle de médiateur dans le conflit libyen.

Les conférences internationales de paix sur la Libye du 19 janvier 2020 et du 23 juin 2021 à Berlin ont constitué un test de crédibilité de la diplomatie multilatérale sous l'égide de l'ONU et de la capacité de l'Allemagne d'Angela Merkel de réussir là où ses homologues européens avaient échoué. Malgré la dynamique positive insufflée au processus politique, ces conférences auxquelles a participé l'Algérie n'ont pas produit d'effet irréversible dans le conflit, du moment que le risque de la reprise des hostilités n'est pas totalement dissipé. Le nouveau Chancelier allemand, Olaf Scholz, depuis son élection en décembre 2021, semble être sur les traces de Merkel sur le dossier Lybien, soutenant le processus de Berlin et les efforts de médiation des Nations Unies en vue d'une résolution du conflit.

3- Les Organisations internationales

Cela nous amène à traiter les organisations internationales en tant qu'acteurs et cadres multilatéraux de résolution des conflits comme celui de la Libye. A ce niveau, force est de constater que le bilan est pour le moins mitigé comme le montre l'incapacité de l'ONU jusqu'à faire respecter par ses membres la résolution décrétant l'embargo sur les armes. En effet, L'activisme des États à l'échelle individuelle ou bilatérale traduit une crise de ce multilatéralisme. Les organisations internationales et régionales, des Nations unies à l'Union africaine en passant par l'Union européenne et la Ligue arabe peinent à trouver des solutions idoines aux conflits internationaux comme le montre le cas libyen, les États préférant des cadres plus restreints pour maximiser leurs gains égoïstes.

L'ONU, en tant qu'organisation supranationale ayant comme principale mission le maintien de la paix et de la sécurité internationales, s'efforce aussi bien d'accompagner les efforts des Etats dans ce domaine que d'agir avec ses propres moyens pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la Libye. Que ce soit par le biais de leur mission d'appui en Libye (MANUL) ou en proposant directement leur médiation aux protagonistes, les Nations Unies tentent de trouver une issue à la crise libyenne. Mais l'incapacité du secrétaire général de l'ONU de nommer un nouvel envoyé spécial en Libye est symptomatique des limites du multilatéralisme incarné par cette organisation⁽¹⁰⁾.

Des alliances *ad hoc* sont alors constituées par les États afin d'éviter les divisions inhérentes aux institutions internationales, mais avec le

risque de se heurter à d'autres alliances dans un cercle vicieux de *statu quo*. Les tiraillements entre la France et l'Italie au sein de l'Union européenne illustrent par exemple pourquoi les deux Etats optent, pour ce qui est de la Libye, pour des actions diplomatiques en dehors de l'Union. Dans cette optique, il va de soi que la pertinence des organisations internationales comme acteurs ou cadres de règlement des conflits dépendent de la volonté des États membres, et notamment des plus influents.

Il en est ainsi des pays comme les États-Unis d'Amérique ou de la Chine qui, en tant que puissances mondiales et de surcroît membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, peuvent avoir une influence sur le cours des événements là où surgissent des conflits. En Libye, ces deux pays semblent adopter des stratégies différentes. Les États-Unis s'y contentaient d'une sous-traitance européenne ou arabe avant d'y accroître leur engagement diplomatique, ce dossier étant devenu depuis 2019 important dans leur agenda⁽¹⁾. Quant aux Chinois, ils y poursuivent depuis l'ère de Kadhafi une stratégie d'implantation économique se souciant peu ou prou de la situation politique en préférant que la question libyenne soit réglée dans le cadre des Nations Unies.

III. Quel bilan ?

Les stratégies des acteurs en Libye se sont soldées par des interférences préjudiciables à la paix et à la stabilité du pays. Les antagonismes entre les acteurs internes d'une part, et les acteurs extérieurs d'autre part, n'ont pas permis à la Libye de parachever son processus de transition politique entamé dans des circonstances tragiques consécutives à la chute du régime de Kadhafi en 2011. Les efforts entrepris dans ce sens par la communauté internationale ont été anéantis par les ingérences étrangères qui n'avaient d'autre but que de réaliser des gains particuliers au détriment de l'intérêt supérieur de ce pays, à savoir retrouver un climat durable de sécurité, de stabilité et de paix pour se lancer ensuite dans un processus de transition politique et de redressement économique. Si bien qu'un consensus semble se dégager chez les observateurs de la scène libyenne, à savoir que la présence des forces étrangères dans ce pays fait partie du problème et non de la solution.

Un bilan pour le moins modeste si l'on en juge par la situation générale en Libye au lendemain des sommets de Berlin I et II : Au plan sécuritaire,

un calme précaire y régnait dans un climat de scepticisme et d'insatisfaction dans les deux camps rivaux malgré l'engagement de la communauté internationale de faire respecter l'embargo sur les armes. Dans le camp du Général Haftar, on estimait que l'accord de Berlin favoriserait le camp de Tripoli en lui permettant notamment de renforcer son armée avec l'appui des Turcs. Les partisans d'Al-Sarraj, de leur côté, craignaient les volte-faces de Haftar qu'ils considéraient comme le principal obstacle à la paix. Ceci dit, on dénombre depuis le déclenchement de l'offensive de Haftar sur Tripoli en avril 2019 près de 2300 morts et 170 000 personnes déplacées selon l'ONU. Aujourd'hui encore, l'échec des discussions de Genève (juin 2022) montre que l'institution onusienne peine à faire sortir la Libye de cette situation chaotique dans laquelle est empêtré le gouvernement transitoire dirigé depuis 2021 par Dbeibah.

Les ingrédients du chaos et de l'instabilité sont en effet toujours présents avec notamment un nombre incommensurable de milices armées et l'absence d'un pouvoir central ayant le monopole de l'usage légitime de la violence. Au plan politique précisément, le principal handicap en Libye aujourd'hui est de pouvoir réconcilier les deux légitimités incarnées par les autorités rivales de Tripoli et de Tobrouk. Malgré certaines avancées, le principal point de discordance réside dans certaines candidatures aux présidentielles comme celles du Général Khalifa Haftar ou du fils de l'ancien président Kadhafi, Seif Al-Islam, poursuivi par la Cour pénale internationale (CPI).

Pour débloquer le processus politique, la communauté internationale n'est pas à bout de ses peines. Au niveau économique, et alors que les conditions de vie des Libyens se dégradent, les richesses du pays sont l'otage de milices, comme en Cyrénaïque où les installations pétrolières sont contrôlées par les troupes de Haftar, qui n'hésitent pas à les utiliser comme un moyen de pression politique. De façon récurrente, les forces de Haftar bloquent les exportations du pétrole dans les ports du « croissant pétrolier », véritable poumon économique du pays. D'une manière plus générale, l'économie libyenne reste déstructurée et exige des réformes radicales. Enfin, la situation humanitaire en Libye reste préoccupante en dépit des aides alimentaires internationales qui y sont régulièrement acheminées, et des violations des droits de l'homme et des migrants qui y sont souvent dénoncées par les Organisations non gouvernementales.

IV. Prospective et scénarii pour la Libye

Dans ce jeu d'acteurs fait de rivalités et d'alliances face à l'enjeu libyen, il s'agit dans le cadre de notre analyse géopolitique de déceler les « forces profondes » susceptibles de modeler l'avenir, c'est-à-dire d'anticiper sur les événements, d'en prévoir le développement futur et donc de fournir aux décideurs de précieuses informations sur l'action à mener. L'analyse prospective est ainsi perçue en termes d'identification de risques et d'opportunités géopolitiques pour les différents acteurs. S'agissant du cas libyen, on peut observer trois scénarios futurs, allant du changement négatif au le statut quo en passant par le changement positif. Nous allons passer en revue brièvement chaque scénario avant de dire lequel nous semble le plus plausible et probable.

1- Le scénario pessimiste : impasse politique, reprise des combats et partition

D'abord, le scénario pessimiste est celui de la reprise des hostilités avec une détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire en Libye se prolongeant dans la région du Maghreb-Sahel. Les acteurs s'étant lassés des échecs diplomatiques successifs et de l'incapacité de la communauté internationale à instaurer la paix en Libye, ils décident d'en découdre une fois pour toutes par la voie des armes. Les États étrangers soutenant les deux camps renforcent leurs coalitions respectives et redoublent de leur engagement aux côtés des parties au conflit leur fournissant armes, soldats et logistique. Les groupes terroristes et les trafiquants de tous genres (contrebande, drogue, traite des personnes) retrouvent un terrain propice pour se redéployer. La guerre par procuration bat son plein avec une implication plus directe des puissances extérieures, et le Conseil de Sécurité de l'ONU se réunit en toute urgence pour faire appel à arrêter les combats et relancer le processus politique.

Mais la situation sur le terrain semble incontrôlable avec des flux massifs de réfugiés vers les pays voisins (Algérie, Égypte, Tunisie) ainsi que vers l'Europe. Profitant de ce chaos, les groupes "djihadistes d'Al Qaeda" et de "l'État islamique" (EI) réinvestissent le terrain dans le but de se restructurer et d'imposer leur projet à la société libyenne. Ce scénario qui pourrait déboucher sur la fragmentation de la Libye est peu probable dans les conditions actuelles compte tenu qu'un conflit d'une telle enver-

gure est un « jeu à somme nulle », c'est-à-dire qu'il serait dommageable à toutes les parties, et que le sommet de Berlin a en quelque sorte balisé la voie d'un règlement pacifique plutôt que militaire du conflit.

2- Le scénario optimiste : une paix durable avec un rôle clé de l'Algérie

Le deuxième scénario est au contraire un scénario optimiste, voire quelque peu idéaliste. Les belligérants acceptent un cessez-le-feu durable et conviennent de se rencontrer à Alger pour mettre en œuvre les recommandations du sommet de Berlin mais sous l'égide de l'Union Africaine et de la Ligue des États arabes. Les autorités algériennes mettent à profit leur expertise diplomatique pour convaincre tous les acteurs à respecter la légalité internationale et à favoriser un règlement équitable et définitif de la crise libyenne. Alger profite de la présence des représentants des pays du Maghreb pour relancer l'UMA en panne depuis 1994. Cette réactivation du projet maghrébin intervient dans la foulée de la rupture des relations diplomatiques entre le Maroc et l'entité sioniste après une nouvelle Intifada d'*Al Aqsa* et l'enlisement du conflit israélo-palestinien. C'est le retour à l'âge d'or de la diplomatie algérienne.

Les acteurs extérieurs cessent leur ingérence dans le conflit libyen et participent à l'adoption sous l'égide de l'ONU d'un plan de reconstruction économique, une sorte de « plan Marshal » pour ce pays exsangue. Sur le terrain, les milices acceptent de se désarmer afin de constituer une armée nationale unique et les groupes armés venus d'ailleurs se retirent du pays laissant les Libyens décider eux-mêmes de leur destin. Après l'adoption d'une Constitution pour fonder un État républicain, des élections présidentielles et législatives libres et transparentes sont organisées dans des délais assez courts. Tous les protagonistes enterrent la hache de guerre et s'attellent à reconstruire une économie prospère avec l'argent du pétrole. Désormais, la Libye est un État démocratique, moderne et stable. La reconstruction du pays attire les investissements de partout, y compris de l'Algérie qui renforce sa présence économique au Sahel. Ce scénario est évidemment souhaitable mais idéal pour se réaliser dans l'immédiat. Il faut donc être plus réaliste dans toute projection du futur.

3- Le scénario réaliste : «ni guerre, ni paix»

Le scénario qui nous paraît le plus réaliste à court, voire à moyen terme est celui du *statut quo* de « ni guerre, ni paix », avec des combats sporadiques et des périodes d'accalmie plus ou moins longues. Les forces appelant à la paix vont se neutraliser avec celles appelant à la guerre dans un bras de fer permanent qui sera déterminé par les circonstances nationales et internationales du moment. La situation à un moment donné en Libye dépend du rapport d'équilibre entre les forces centrifuges et les forces centripètes du pays. Les violences étant structurelles en Libye compte tenu des nombreux clivages qui traversent la société, ainsi que des confrontations tribales, et de la multiplication de pouvoirs locaux et autonomes, le conflit peut dégénérer à tout instant. Quant aux moments de détente, ils seront favorisés par la pression que pourraient exercer sur les protagonistes les acteurs régionaux et internationaux les plus influents.

Ce scénario semble le mieux convenir aux puissances étrangères qui convoitent la Libye et ses richesses pétrolières et gazières dans la mesure où une Libye souveraine avec un État démocratique fort contrarierait leurs desseins mercantiles et leurs velléités expansionnistes. Ce qui corrobore cette thèse, c'est que les différents groupes libyens cherchent souvent à s'appuyer sur la puissance militaire des forces étrangères présentes dans le pays afin d'espérer s'imposer dans cette guerre fratricide. C'est la raison pour laquelle le sommet de Berlin sur la Libye a mis l'accent sur la nécessité de faire cesser les ingérences étrangères et de faire respecter l'embargo sur les armes.

Conclusion

Tels sont échafaudés les scénarios en Libye. Il est évident qu'il ne s'agit là que de projections caricaturales, car la réalité est bien plus complexe. Toujours est-il que pour sortir du *statut quo* en Libye, les acteurs tant locaux qu'extérieurs devraient changer de perception de la géopolitique en privilégiant une approche nouvelle favorisant la paix plutôt que les rivalités et les conflits d'intérêts. Autrement dit, la Libye comme n'importe quel autre territoire, ne doit pas être seulement perçue comme un espace à conquérir, des richesses à convoiter ou des villes stratégiques à contrôler. La Libye, c'est aussi une population qui y vit et qui aspire à la liberté, à la paix et au développement.

C'est seulement en changeant positivement de représentation géopolitique, que les rivalités de pouvoir se transformeront en coopération pour la paix. C'est aussi la vision de l'Algérie qui est appelée à jouer un rôle majeur dans le dénouement de cette crise. Elle possède les atouts nécessaires pour rétablir la confiance entre toutes les parties libyennes. Les forces qui s'emploient à entraver le rôle d'Alger dans ce dossier ne font que priver les différents protagonistes de son expertise en matière de médiation et favoriser ainsi le *statut quo*. Mais c'est d'abord aux Libyens eux-mêmes de distinguer entre ceux qui veulent les aider à sortir de cette crise et ceux qui interfèrent dans leurs affaires en cherchant à satisfaire leurs intérêts purement égoïstes. Désormais, et contrairement à une vision éculée, la géopolitique (de la Libye) doit servir à faire la paix et non la guerre■

Références

1. Le terme kouloughli provient du turc kul oghlu signifiant « fils de soldat ». Ce groupe est apparu lors de la domination de la Libye par l'Empire ottoman. D'ailleurs, l'ascendance turque d'une partie des Libyens constitue un atout géopolitique non négligeable pour Ankara.
2. Patrice Gourdin, Géopolitique de la Libye, Manuel de géopolitique (septembre 2011) : <https://www.diploweb.com/Geopolitique-de-la-Libye.html>. Consulté le 23-07-2022.
3. Atalayar entre deux rives, revue en ligne, 2 février 2022, <https://atalayar.com/fr/content/daesh-reapparaît-dans-le-sud-de-la-libye>, consulté le 17-07-2022.
4. Parfois la menace est plus directe comme en avril lors de l'offensive du Général Haftar dans l'est libyen lorsque celui-ci avait déclaré qu'il pouvait déplacer la guerre en Algérie. Cet activisme militaire de Haftar est à inscrire dans un contexte plus global où l'Algérie serait ciblée par des tentatives de déstabilisation.
5. La constitution algérienne de 2020 a strictement réglementé l'intervention de l'Armée nationale populaire (ANP) en dehors des frontières du pays pour participer aux efforts de maintien de la paix aux niveaux régional et international. Il est précisé que cette intervention est subordonnée à l'approbation de chaque chambre du parlement à la majorité des deux tiers (2/3), et que cela doit se faire dans le cadre du respect des principes et des objectifs des Nations Unies, de l'Union Africaine et de la Ligue des États Arabes (Cf Constitution algérienne du 20 décembre 2020, JORA n. 82, Art. 31 al. 3 et art. 91 al. 1er et 2).
6. Alfred Thayer Mahan, The influence of sea power upon history: 1660-1783, Little, Brown and Co. Boston (USA), 1890.
7. Alors que la présence militaire turque en Libye remonte à janvier 2020, elle est prolongée de 18 mois à compter du 2 juillet 2022, selon une information rapportée par l'agence officielle de presse Anadolu datée du 13 juin 2022.

8. Jana Jabbour, Le retour de la Turquie en Méditerranée : la « profondeur stratégique » turque pré et post-printemps arabe, in Cahiers de la Méditerranée : Cahiers de la Méditerranée [En ligne], 89 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 12 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7671>
9. Le Président français Emmanuel Macron a procédé le 17 février 2022 à la réorganisation du dispositif militaire au Sahel annonçant la fin de l'opération Barkhane et le retrait des troupes françaises du Mali.
10. En juin 2022, le Secrétaire général de l'ONU, le portugais Antonio Guterres a proposé aux quinze membres du Conseil de sécurité le nom de l'ex. MAE algérien Sabri Boukadoum (2019-2021) au poste vacant, mais les Émirats arabes unis y se sont opposé sous prétexte que la nomination d'un ressortissant d'un pays frontalier de la Libye poserait problème. Pour rappel, en avril 2020, les États-Unis avaient bloqué une proposition du SG de l'ONU pour la nomination de l'actuel chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra, comme émissaire onusien pour la Libye. Cf El Watan (Alger) du 29/06/2022.
11. Ayant nommé en 2019 l'ambassadeur Richard Norland envoyé spécial pour la Libye, les États-Unis mettent en œuvre des programmes dans toute la Libye afin, affirment-ils, de promouvoir une transition politique pacifique et de contribuer au développement global de ce pays.